



# Les nouvelles du ReSaD

n°15 - mars 2019



## 2019 : la question des terres toujours plus au coeur des enjeux internationaux .

Si le monde est aujourd'hui en proie aux effets néfastes des chocs climatiques, il ne faudrait pas perdre de vue que la dégradation des terres, en particulier dans les zones arides, est un défi à prendre en compte en amont comme en aval de ces enjeux.

La lutte contre la désertification, à travers la promotion de la gestion durable des terres, le Réseau Sahel Désertification (ReSaD), en a fait son cheval de bataille depuis 2010 à travers un attelage intelligent de réseaux d'organisations de pays du Sud (Mali, Burkina Faso et Niger) et du Nord (France), actifs dans des cycles programmatiques dont le troisième a commencé en septembre 2018.

De 2011 à 2018, le ReSaD a pu asseoir sa structuration, son expertise et sa reconnaissance sur la gestion durable des terres et la lutte contre la désertification en Afrique et dans le monde. En mutualisant les expertises de ses membres, il a pu développer des outils adaptés pour renforcer les acteurs de la société civile ainsi que les collectivités locales, à prendre en main la GDT et la LCD. Le module de form'action, par exemple, permet de nos jours d'accompagner une commune dans la planification, la mobilisation de ressources et de la mise en œuvre d'actions de GDT et de LCD dans son territoire.

Le ReSaD doit aujourd'hui poursuivre son ambition dans des territoires au Sud affectés par des crises sécuritaires sans précédent, qui détournent les priorités d'investissement du développement vers les sphères militaires. Or, il est à craindre qu'un dédain d'intérêt politique pour les questions des terres ne

permette pas une gestion et une sécurisation foncière adaptées, dans des zones en proie à l'insécurité alimentaire ; et tisse ainsi un terreau favorable à l'aggravation de la situation sécuritaire.

**La gestion durable des terres, est aussi un enjeu sécuritaire à ne pas négliger !**

Le ReSaD à sa troisième phase devrait s'efforcer de mieux structurer son offre de service aux communes et aux communautés en vue d'amplifier les impacts des actions de LCD et de GDT sur leurs vies quotidiennes. Le réseau poursuivra aussi son plaidoyer pour une prise en compte réelle et opérationnelle de la LCD et la GDT dans les politiques et programmes publics. Nous vous donnons rendez-vous à Désertif'actions 2019, du 19 au 22 juin à Ouagadougou, pour construire ensemble une voix forte en vue des rendez-vous internationaux. Toutes ces ambitions du réseau se matérialiseront dans une réelle appropriation par les hommes et les femmes qui l'animent.

Chères lectrices et chers lecteurs, nous avons la responsabilité entière de nous battre pour faire de la lutte contre la désertification et de la gestion durable des terres les priorités du développement au Sahel. Ce n'est pas un effet de mode mais une réelle nécessité qui, si elle n'est pas bien adressée, finira par nous revenir à la face à travers des dérives parfois insoupçonnées et regrettables. Engageons-nous et battons-nous pour un Sahel vert et prospère car cela est possible et nous y croyons fermement.

N. Sylvestre TIEMTORE  
Coordinateur du SPONG, Chargé de liaison du ReSaD au Burkina Faso

**Le ReSaD, une initiative Nord-Sud contre la dégradation des terres, pour la sauvegarde des patrimoines nourriciers et l'amélioration des conditions de vie des populations.**



## LE PROJET RESAD III (2018-2021) : APPUI A LA SOCIETE CIVILE POUR UN DEPLOIEMENT DE LA GDT DANS LES TERRITOIRES SAHELIENS

En septembre 2018, le Réseau Sahel Désertification, coordonné par le CARI a entamé sa troisième phase du cycle de financement AFD.

Un premier projet (ReSaD I : 2011-2014) avait permis la structuration en réseau des quatre plateformes nationales de la société civile, au Burkina Faso, en France, au Mali et au Niger. Le deuxième projet (ReSaD II : 2015-2018) de déploiement des actions de renforcement des capacités et de plaidoyer, avait positionné le réseau et ses membres comme acteurs clés au sein de la Convention Désertification et de la Grande Muraille Verte. La capacité du réseau d'accompagner des acteurs locaux (collectivités territoriales et société civile) à la prise en main de la lutte contre la désertification a contribué à cette reconnaissance.

Cette troisième phase de projet (ReSaD III : 2018-2021) devra confirmer l'expertise du réseau à accompagner la lutte contre la désertification, aussi bien à l'échelle territoriale avec la réalisation d'actions de gestion durable des terres auprès des populations rurales, qu'à l'échelle des prises de décision internationales dans les cadres où le réseau est maintenant reconnu. Au cœur de cette troisième phase, les enjeux de la pérennisation du réseau et de son offre de services seront à prendre en compte par les plateformes et leurs membres, pour faire vivre le ReSaD au-delà de ses projets.

### Zoom sur le projet

**Objectif global du projet :** Favoriser le déploiement de la lutte contre la désertification et de la gestion durable des terres au Sahel à travers une meilleure articulation des différents acteurs parties prenantes.

**Objectif spécifique 1 :** Améliorer la mise en œuvre des projets de GDT dans les territoires ruraux au Sahel

Le réseau va mobiliser sa capacité à favoriser l'échange de pratiques et les collaborations entre les acteurs de la lutte contre la désertification, dans les pays et entre les pays.

La dynamique initiée lors du ReSaD II, d'accompagnement des collectivités locales au montage et à la mise en œuvre de projets de gestion durable des terres à travers la form'action se poursuivra.

**Impacts clés attendus :** confirmation d'une expertise du ReSaD sur la GDT, un accroissement des collaborations entre les membres du ReSaD sur la GDT, des actions concrètes de récupération et de gestion durable des terres, accompagnées par le ReSaD.

**Objectif spécifique 2 :** Structurer la stratégie d'influence et les actions de plaidoyer des OSC et des CL sur les prises de décision politiques en matière de GDT.

Le réseau continuera à se faire le relais, indispensable, entre les préoccupations des organisations sur le terrain, et les discussions internationales, notamment au sein de la CNULD et de la GMV.

**Impacts clés attendus :** Plus grande implication des membres du ReSaD et des collectivités territoriales dans les prises de décisions politiques. En particulier dans le cadre de la GMV, une meilleure prise en compte des actions terrain des OSC et des CL dans la réalisation de l'Initiative.

**Objectif spécifique 3** : Consolider le bon fonctionnement du réseau en permettant une dynamique de déploiement à moyen et long terme.

Pour la réussite de ce projet et pour pérenniser le réseau, il est impératif que les plateformes affirment leurs discours sur les sujets et actions qu'englobe la lutte contre la désertification et que leurs membres se retrouvent au sein d'une communauté de pratiques et se sentent appartenir au réseau pour des raisons clairement identifiées. Aussi, le projet ReSaD III permettra-t-il au réseau de renforcer l'animation et l'appropriation du réseau par les plateformes et par leurs membres.

**Impacts clés attendus** : Un public diversifié sensibilisé à la GDT. Appropriation du réseau par ses membres et construction de planification stratégique partagée à 5 et 10 ans.



Membres du ReSaD

## COLLABORATIONS ENVISAGÉES DANS LE PROJET

Au Burkina Faso, le SPONG est partie prenante de la réalisation de la Grande Muraille Verte. Cela est confirmé par la collaboration prévue entre le SPONG et le Programme de Renforcement des Capacités de la GMV, pour la mise en œuvre du ReSaD III. Cette collaboration va notamment s'articuler autour de l'accompagnement de la commune de Bourzanga à la mise en œuvre d'un projet de GDT (voir également page 7).

Au Niger et au Burkina Faso, le ReSaD collabore avec l'ONG néerlandaise Both ENDS pour la réalisation d'un projet régional de verdissement du Sahel piloté par les populations rurales, à travers les techniques de Régénération Naturelle Assistée. Le SPONG coordonne la mise en œuvre de ce projet au Burkina Faso, et le CNCOD est chargé de son volet de plaidoyer au Niger (voir également pages 4 et 5).

Les membres du ReSaD souhaitent enfin poursuivre les collaborations engagées autour de la form'action et dans le plaidoyer international avec les partenaires des réseaux Drynet et du RADDO au Sénégal et au Tchad. A terme, ces collaborations pourraient aboutir à l'intégration de nouveaux pays dans le ReSaD. Les plateformes vont donc profiter de leur première réunion de comité de pilotage, fin mars 2019 à Ouagadougou, pour se réunir avec LEAD Tchad et France Volontaires afin de réfléchir à une intervention commune autour de la structuration et du renforcement de plateformes de la société civile, ainsi que de déploiement de volontaires européens sur les problématiques de lutte contre la désertification au Burkina Faso, au Niger et au Tchad.

Form'action de Dori





## LE PROJET « LES COMMUNAUTÉS REVERDISSENT LE SAHEL »

L'ONG Néerlandaise Both ENDS a proposé en 2017 une initiative audacieuse pour lutter contre la désertification à une grande échelle en restaurant la biomasse et les sols à travers la régénération naturelle assistée, pilotée par les populations rurales.

Ce projet est financé par une fondation privée (DOB Ecology) et a pour ambition de reverdir 200 000 hectares sur trois pays sahéliens : le Burkina Faso, le Niger et le Sénégal. Pour mettre en œuvre ce projet, Both ENDS a souhaité mobiliser les compétences présentes dans les pays, et a ainsi approché le ReSaD afin d'identifier des partenaires de la société civile. Au Burkina Faso et au Niger, les plateformes du ReSaD (le SPONG et le CNCOD) sont donc parties prenantes du projet, au sein de consortiums incluant également des structures de recherche.

Pour atteindre ses ambitions, le projet « les communautés reverdissent le Sahel » déroulera son intervention sur 10 ans, ce qui permettra sans nul doute d'observer des résultats visibles sur l'amélioration de l'état des terres. Ce temps long permettra aussi aux partenaires du projet de prendre le temps de réfléchir et d'analyser leurs interventions, d'apprendre de leurs erreurs et de proposer des innovations. Pour cela, le projet ne demande pas à chaque pays d'appliquer une méthode fixe pour amener les populations rurales à pratiquer la RNA dans leurs champs ; au contraire, il permet aux partenaires de proposer leurs propres modes d'intervention, ayant déjà fait leurs preuves, en réponse aux objectifs et jalons attendus du projet.

Les membres du ReSaD souhaitent une bonne réussite à cette initiative et s'engagent à faire retentir ses résultats.

	<b>Burkina Faso</b>	<b>Niger</b>
Coordinateur du projet	SPONG / ReSaD	Centre Régional d'Enseignement Spécialisé en Agriculture
Partenaires de mise en œuvre	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Association de Promotion des Initiatives Locales</li> <li>• Association Songui Manegre Aide au Développement Endogène</li> <li>• Association de Promotion de l'Environnement et du Développement Rural</li> <li>• Tii Paalga</li> <li>• Mouvement Ecologique du Burkina Faso</li> <li>• Réseau MARP</li> <li>• Institut de l'Environnement et de Recherches Agricoles</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• CNCOD/ReSaD</li> <li>• HIMMA</li> <li>• Réseau d'Appui aux Initiatives Locales</li> <li>• Institut National de Recherches Agronomiques du Niger</li> </ul>
Zones d'intervention	Régions du Centre-Nord, du Plateau Central et du Centre	Région de Tahoua et de Dosso

### *Qu'est-ce que la Régénération Naturelle Assistée ?*

La régénération naturelle assistée est une pratique agroforestière qui consiste à restaurer et protéger les arbres et arbustes, à partir des pousses naturelles et repousses des souches présentes dans les parcelles cultivées. La présence des espèces ligneuses régénérées dans les parcelles permet d'améliorer la structure et la fertilité des sols, ainsi que leur rétention en eau. Par ailleurs, l'exploitation des produits ligneux et non ligneux permet également d'améliorer la sécurité alimentaire et économique des populations. Enfin, la biomasse régénérée par la RNA va stocker du carbone et ainsi contribuer à atténuer les effets des changements climatiques.



### LE DÉMARRAGE DES INTERVENTIONS SUR LE TERRAIN

Dans les trois régions d'intervention, le projet vise à restaurer et gérer durablement une superficie de 70 000 hectares au cours des dix prochaines années. Pour répondre à ce défi, les membres du SPONG actifs dans ces territoires, ont démarré leurs actions en 2018, avec une première phase de présentation du projet aux communautés afin qu'elles se l'approprient. Certains des partenaires ont choisi de réaliser de petits films pour illustrer la situation de départ du projet et enregistrer les premières attentes des populations.

Dans les régions du Centre Nord et du Plateau Central, APIL souhaite toucher en premier lieu les organisations paysannes, impliquées dans les projets de sécurité alimentaires menés par l'ONG, il s'agit principalement d'exploitations agricoles familiales de 3 à 4 hectares. Au sein de ces groupes, l'ONG va veiller à l'inclusion des ménages les plus vulnérables, des femmes et des jeunes. Ce sont au total 800 bénéficiaires de 16 villages qui seront touchés lors des deux premières années du projet.

Du côté de l'ONG M.Ec.B, l'accent va être mis dès le démarrage du projet sur le plaidoyer pour la promotion de la RNA. L'ONG prévoit d'organiser des visites sur le terrain au profit des parlementaires du Burkina Faso, ainsi que des journalistes.

Le rassemblement de la société civile, pour Désertif'actions en juin 2019 à Ouagadougou, sera l'occasion de réunir les partenaires burkinabè du projet, mais aussi du Niger et du Sénégal, pour faire plus largement connaître le projet et porter les positions en faveur de la RNA au sein des discussions du Sommet.

*Pierre Omer Ouedraogo,  
Point focal du ReSaD au Burkina Faso*



### PLAIDOYER POUR LE REVERDISSEMENT DU SAHEL

Depuis juin 2018, le CNCOD/ReSaD met en œuvre le volet plaidoyer du projet « Les communautés reverdissent le Sahel » au Niger, pour la promotion de la Régénération Naturelle Assistée.

Sensibilisation, Mobilisation, Action, constituent la chaîne d'actions déployée par le CNCOD dans sa stratégie de plaidoyer en 2018, à travers les activités menées dans les cinq communes d'intervention du projet. L'équipe du CNCOD s'est rendue dans les communes pour des missions de prise de contact et de sensibilisation, qui visent à asseoir une participation active et inclusive des différents acteurs et des communautés dans la conduite du plaidoyer. Des Assemblées Générales Communales ont réuni plus de 350 acteurs autour de la responsabilisation pour la préservation des ressources naturelles et de l'appropriation des techniques de RNA. Enfin, les radios locales ont été approchées et mobilisées pour l'organisation de débats et journées radiophoniques sur l'importance de la RNA dans la lutte contre la désertification, les effets des changements climatiques et la lutte contre l'insécurité alimentaire.

Une stratégie de plaidoyer et de communication sur la RNA a été rédigée, pour guider les actions des deux prochaines années. Elle est orientée sur la sensibilisation des communautés et la mobilisation des décideurs et des politiques au niveau local et national. Cette stratégie sera validée lors d'une rencontre nationale des partenaires du projet.

*Moussa Halilou,  
Point Focal du ReSaD au Niger*



## LA FIN DU PROJET FLEUVE MARQUEE PAR DES ATELIERS DE CAPITALISATION NATIONAUX

De 2015 à 2018, le CARI et le ReSaD, en partenariat avec les réseaux RADD0 et Drynet, ont mutualisé leurs expériences, pour contribuer à la réalisation de la Grande Muraille Verte dans 5 pays (Burkina Faso, Mali, Niger, Sénégal et Tchad). Dans le cadre du projet FLEUVE (Union Européenne, Mécanisme Mondial), les réseaux de la société civile ont construit un module de form'action des collectivités territoriales au montage de projets de GDT. Puis dans le cadre du projet « Réduire les écarts dans la Grande Muraille Verte » (FEM, ONU-Environnement), des formateurs des 5 pays ont été formés à son utilisation.

A quelques mois de la clôture du projet FLEUVE, le CARI et les réseaux ont organisé des ateliers nationaux de capitalisation pour faire partager les expériences vécues par les communes ayant bénéficié de l'accompagnement permis par le projet FLEUVE, en faire émerger les difficultés rencontrées, les acquis pour les collectivités et pour les ONG partenaires. Dans chaque pays, l'atelier a réuni une quinzaine de participants : représentants des communes, formateurs et organisations de la société civile impliquées dans la démarche, ainsi que des partenaires institutionnelles dont la Grande Muraille Verte.

Les travaux de groupe entre représentants des communes ont mis en évidence leur bonne appropriation de la démarche de montage de projet et ont fait ressortir des propositions pour améliorer la démarche pédagogique de la form'action. La nécessité de renforcer l'accompagnement des communes après la form'action est ressortie : pour la finalisation du document de projet et pour l'identification de sources potentielles de financement.

### *Retours sur les ateliers de capitalisation dans les pays du ReSaD*

#### **BURKINA FASO**

L'atelier de capitalisation au Burkina Faso a mis en lumière le déploiement du module de form'action au-delà du projet FLEUVE. En effet, l'ONG Inadès Formation, a intégré l'utilisation du module dans ses propres plans d'actions. En 2018, Inadès a ainsi renforcé les communes de Boussouma et Korsimoro, et les a accompagnées pour monter des projets de réhabilitation d'un boulis maraîcher et de restauration d'une forêt villageoise.

#### **MALI**

Les deux journées ont permis de souligner la difficulté pour les communes d'entreprendre les démarches de recherche de financement. La rencontre avec les bailleurs (Ambassade de France, Haut-Commissariat aux Collectivités Territoriales, Grande Muraille Verte) a montré qu'il était aujourd'hui nécessaire de poursuivre un renforcement des communes, qui manquent de pratique dans ces situations concrètes de présentation d'un projet et de négociation.

#### **NIGER**

Au Niger, les deux communes qui ont bénéficié d'une form'action à savoir Torodi et Illéla ont été appuyées par le CNCOD pour soumettre leurs projets à des programmes nationaux de GDT. Il s'agit notamment du Programme d'Action Communautaire (PAC 3) qui intervient dans la commune d'Illéla. Les retours du PAC 3 sur le projet d'Illéla ont amené la commune à intégrer un volet de maraîchage au projet. Pour cela, les représentants de la commune et ses partenaires de la société civile sont retournés sur le terrain pour consulter la population.

Lors de la deuxième journée des ateliers, une séquence de mise en situation a permis aux communes de présenter leurs projets à des bailleurs potentiels présents dans la salle. Cet exercice a été plébiscité par les communes qui ont fait part de leur souhait de continuer à être formées et accompagnées de cette manière.

Un document global de capitalisation a été rédigé sur la démarche initiée par le CARI et ses partenaires des réseaux de la société civile autour de la form'action. Il s'appuie sur les résultats des activités menées depuis le démarrage de la construction du module (e-forums, ateliers régionaux) jusqu'aux ateliers nationaux de capitalisation. Ce document fait ressortir les acquis permis par les projets FLEUVE et Réduire les Écarts dans la GMV en termes d'intégration de la gestion durable des terres dans la planification territoriale, de formation des collectivités au montage de projet et de financement des projets de gestion durable des terres.

Le document explore également les perspectives qui s'offrent aux réseaux de la société civile pour approfondir l'accompagnement des collectivités afin de déployer la GDT dans les territoires.



### **Qu'est-ce que PRISME ?**

Le programme PRISME est porté par le réseau français F3E, dont le CARI est membre. Ce programme cherche à expérimenter des démarches pour aider les acteurs d'un territoire à travailler collectivement au profit d'une vision partagée de changement social. Ainsi, la structuration de dynamiques collectives territoriales ou « coalitions territoriales d'acteurs » constitue le fil conducteur des expérimentations. Chaque membre du F3E impliqué dans l'initiative va mener une expérimentation méthodologique à l'échelle d'un territoire et une dynamique collective d'apprentissage et de production sera organisée entre les différentes expérimentations.

### **Le ReSaD dans le programme PRISME**

Pour sa phase de projet 2018-2021, le ReSaD va donc poursuivre le déploiement du module de form'action et l'accompagnement des communes. Dans le projet PRISME, le ReSaD propose une phase d'expérimentation dans la commune de Bourzanga au Burkina Faso. Il s'agira de travailler sur la mise en place d'une dynamique locale visant à améliorer l'intégration de la GDT dans la planification territoriale de la commune, en accompagnant sa capacité à faire remonter les points de vue de la diversité des parties prenantes sur le territoire, pour ensuite la former au montage de micro-projet de GDT. Cette commune est particulièrement intéressante car le SPONG peut mobiliser la connaissance de son territoire, à travers son association membre AZN qui y intervient. La dynamique engagée mobilisera également le partenariat avec la Coordination Nationale de la Grande Muraille Verte, qui accompagne déjà la commune de Bourzanga et souhaite y mobiliser l'expertise du ReSaD. Les investissements en temps, accompagnement et micro-projets pourraient donc avoir une portée à moyen voire long terme.

Le programme PRISME est en cours de traitement auprès de l'AFD.

## DÉSERTIF' ACTIONS 2019

**La quatrième édition du Sommet international de la société civile s'installe en Afrique du 19 au 22 juin !**

Depuis 2006, le sommet international de la société civile Désertif'actions (D'a19) fait entendre la voix des populations les plus vulnérables. Ce sommet de trois jours vise la participation de la diversité des acteurs des territoires autour des thématiques de gestion durable des terres, de biodiversité et de climat.

Pour la première fois, D'a19 convie en Afrique, au cœur du Sahel, des ONG, des organisations scientifiques et agricoles, des gouvernements locaux, des institutions internationales, des acteurs du secteurs privés et publics. Cet événement multi-acteurs réunira environ 300 participants du 19 au 22 juin à Ouagadougou au Burkina Faso.

Sessions plénières et ateliers de travail s'enchaîneront avec deux ambitions :

1- Préparer le plaidoyer de la société civile en prévision des prochains rendez-vous internationaux incontournables (COP 14 CNULCD, COP 25 CCNUCC, COP 15 CBD, Congrès Mondial de la Nature 2020) ;

2- Offrir un cadre propice au partage d'expériences et à l'échange de bonnes pratiques autour de thématiques spécifiques (place des terres dans les initiatives au Sahel, financement de la lutte contre la désertification, Initiative de la Grande Muraille Verte, pastoralisme, foncier, neutralité des terres, gestion de la ressource en eau...).

En complément des 3 jours d'ateliers, une journée grand public est programmée le samedi 22 juin à Ouagadougou afin de sensibiliser le plus grand nombre. D'a19 est organisé par l'association CARI et le SPONG, en collaboration avec la CNULCD.

**Informations et inscription : [desertif-actions.org](http://desertif-actions.org) / [contact@desertif-actions.org](mailto:contact@desertif-actions.org)**



### Liste des acronymes

AFD : Agence française de développement

D'a19 : Sommet Désertifactions 2019

CBD : Convention des Nations Unies sur la Biodiversité

CCNUCC : Convention Cadre des Nations-Unies sur les Changements Climatiques

CNULCD : Convention des Nations-Unies sur la Lutte contre la Désertification

COP : Conférence des Parties

GDT : Gestion Durable des Terres

GMV / IGMVSS : Initiative pour la Grande Muraille Verte au Sahara et au Sahel

LCD : Lutte Contre la Désertification

NDT : Neutralité en matière de Dégradation des Terres

RNA : Régénération Naturelle Assistée

### Membres



Rue du courrier - 34380 Viols le Fort  
Tél. : 00 33 (0)4 67 55 61 18 - Fax : 00 33 (0)4 67 55 74 37  
[resad@cariassociation.org](mailto:resad@cariassociation.org)  
[www.resad-sahel.org](http://www.resad-sahel.org)

Le ReSaD est un réseau coordonné par l'association CARI

### Partenaires

